



CONVENTION 2025

Entre :

- **Le Sénat**, 15 rue de Vaugirard, Paris (VI^e),
représenté par MM. Gérard Larcher, Président du Sénat, et M. Olivier Cigolotti, Questeur délégué,

(ci-après le « *Sénat* »)

d'une part,

et :

- **Public Sénat, La Chaîne parlementaire-Sénat**, société anonyme au capital de 120 000 euros, ayant son siège 20 rue de Vaugirard à Paris (VI^e), représentée par son Président-Directeur général, M. Jean-Emmanuel Casalta,

(ci-après « *Public Sénat* »)

d'autre part,

Le Sénat et Public Sénat sont ci-après collectivement dénommés « les parties »

Al u
α



IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT RAPPELÉ CE QUI SUIT :

1. L'article 45-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication modifiée par la loi n° 99-1174 du 30 décembre 1999 prévoit la création par l'Assemblée nationale et le Sénat d'une chaîne de télévision parlementaire et civique, dénommée « *La Chaîne parlementaire* », laquelle comporte, à parité de temps d'antenne, les émissions de deux sociétés de programme, l'une pour l'Assemblée nationale, l'autre pour le Sénat.
2. Une convention entre l'Assemblée nationale et le Sénat en date du 21 février 2000, modifiée le 28 avril 2010, stipule les missions et la programmation de La Chaîne parlementaire, les modalités de mise en commun des moyens de diffusion de celle-ci, ainsi que ses principes d'organisation et d'administration.
3. Un contrat d'apport en nature entre le Sénat et Public Sénat a été approuvé par l'Assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique le 26 juin 2001.
4. L'article 45-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 dispose en outre que « *chaque société de programme conclut annuellement avec l'assemblée dont elle relève une convention précisant les modalités d'exécution de sa mission, ainsi que le montant de la participation financière dont elle est dotée par cette assemblée* ».
5. Les parties se sont donc rapprochées pour conclure cette convention pour l'année 2025.
6. Pour compléter le cadre stratégique qui structure leurs relations, le Sénat et Public Sénat concluront, en 2025, un contrat d'objectifs et de moyens (COM) pour la période 2025-2027, qui sera soumis à l'approbation du Bureau du Sénat. La présente convention constitue, dans sa partie relative aux missions de la société de programme, le cahier des charges dans lequel s'inscrira ce COM. Elle décline, dans sa partie relative aux moyens de la chaîne, les orientations financières qui seront arrêtées dans ce contrat.

CECI RAPPELÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :



Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet d'exposer les principes généraux régissant la mission impartie à Public Sénat, de préciser les modalités d'exécution de cette mission, ainsi que de fixer le montant de sa dotation financière annuelle pour l'année 2025, dans le respect des dispositions des lois n° 86-1067 du 30 septembre 1986 et n° 99-1174 du 30 décembre 1999.

PARTIE I - PRINCIPES GÉNÉRAUX - MISSION

Article 2 - Dispositions générales

2.1 Public Sénat assure une mission de service public, d'information et de formation des citoyens à la vie publique, par des programmes parlementaires, éducatifs et civiques.

2.2 Public Sénat est responsable du contenu des émissions qu'elle programme.

2.3 Dans le cadre de son indépendance éditoriale et dans le respect des orientations générales définies par son conseil d'administration ainsi que par le Bureau du Sénat, Public Sénat veille au pluralisme et à l'impartialité de ses programmes. Elle assure l'honnêteté de l'information et l'expression pluraliste des groupes politiques du Sénat, ainsi que des courants de pensée et d'opinion. Elle s'interdit de recourir à tout procédé susceptible de nuire à la bonne information du téléspectateur.

Les modalités de fonctionnement du comité relatif à l'honnêteté, à l'indépendance et au pluralisme de l'information et des programmes prévu par le huitième alinéa de l'article 45-2 de la loi n° 86-1067 précitée sont définies par l'annexe 6 à la présente convention.

2.4 Public Sénat travaille en étroite coordination avec La Chaîne parlementaire - Assemblée nationale pour établir la programmation de La Chaîne parlementaire.

2.5 Public Sénat pourra acquérir, individuellement ou conjointement avec la société de programme de l'Assemblée nationale ou tout autre partenaire de son choix, des droits d'exploitation sur les programmes audiovisuels correspondant à sa mission.

2.6 Les captations audiovisuelles réalisées par les régies du Sénat sont mises à la disposition de Public Sénat. Le protocole figurant en annexe 5 à la présente convention détermine les modalités de cette mise à disposition.

2.7 Public Sénat est civilement responsable des dommages corporels, matériels ou immatériels qui surviendraient du fait de son activité, de ses installations ou de ses équipements.

Gr ac
N



Article 3 - Présentation des travaux du Sénat

Public Sénat est chargée de concevoir et de programmer des émissions de présentation des travaux du Sénat, en vue de leur diffusion, en direct ou en différé, ainsi que, dans la mesure du possible, des diverses manifestations organisées par le Sénat dans ses locaux ou à l'extérieur, pour autant que la société de programme en soit informée suffisamment tôt, et qu'elles s'accordent avec la politique éditoriale de Public Sénat.

Elle assure la continuité de l'information sur les travaux du Sénat. Elle prévoit un programme particulier pendant les périodes où le Sénat ne siège pas, en accordant notamment une large place aux rediffusions des débats, auditions et travaux des commissions.

Elle peut concevoir et programmer, dans les mêmes conditions, des émissions de présentation de travaux d'autres assemblées.

La retransmission des débats et des travaux du Sénat ou d'autres assemblées peut notamment s'accompagner de commentaires ou de synthèses permettant d'éclairer leur présentation ou de rappeler les travaux préalables à la séance publique.

Public Sénat assure, conformément à la loi, la production et la réalisation de ces émissions. La chaîne peut, le cas échéant, avoir recours à des productions extérieures (cf. article 8).

Article 4 - Présentation d'émissions d'accompagnement

Public Sénat est chargée de concevoir et de programmer, en complément des émissions de présentation des travaux du Sénat, des émissions d'accompagnement définies comme :

- des programmes à caractère éducatif et civique ;
- des programmes d'ouverture sur la vie publique, économique, sociale, institutionnelle, locale, nationale et internationale.

Les programmes susvisés pourront être diffusés en direct ou en différé et se présenter sous les formes les plus variées : interviews, reportages, synthèses, émissions de plateau, etc.

Public Sénat assure, conformément à la loi, la production et la réalisation de ces émissions d'accompagnement.

Article 5 - Vocation locale, nationale et internationale

Public Sénat veille, dans le cadre de la vocation locale, nationale et internationale de La Chaîne parlementaire, à rendre compte :

- des travaux des assemblées et institutions locales, régionales, nationales, européennes, étrangères ou internationales ;

GV
α



- des entretiens avec des parlementaires ou des acteurs importants de la vie publique locale, régionale, nationale, européenne, étrangère ou internationale, dans le respect du pluralisme d'opinion et de pensée.

Public Sénat informe les sénateurs des départements et collectivités concernés de tout nouvel accord de partenariat conclu avec un média local.

Article 6 - Principes de la programmation

La programmation définie par Public Sénat doit contribuer au développement du civisme et de la citoyenneté et favoriser la participation à la vie collective. Elle doit être destinée à l'information et à la formation de l'ensemble du public.

Public Sénat doit aussi tenir compte :

- de l'existence de publics de téléspectateurs spécifiques parmi lesquels les élus locaux, les fonctionnaires territoriaux, les enseignants et les étudiants, les élèves d'âge scolaire concernés par les programmes d'éducation civique ;
- des disponibilités horaires des différents publics, notamment de téléspectateurs qui ont une activité professionnelle, et donc prévoir des rediffusions et des synthèses.

Article 7 - Dispositions générales relatives à la production

Public Sénat peut contribuer au développement de la création audiovisuelle, notamment dans le domaine des documentaires parlementaires, éducatifs et civiques.

Elle peut concourir au développement de produits ou services interactifs sur tout support multimédia ainsi que sur tout réseau de télécommunications privatif ou ouvert, national ou international, et notamment sur Internet.

Elle peut s'associer à des entreprises ou à des établissements, publics ou privés, intervenant dans ces domaines.

Article 8 - Contrats relatifs à la production

Public Sénat peut participer à des accords de coproduction de programmes audiovisuels avec la société de programme La Chaîne parlementaire-Assemblée nationale, ou tout autre partenaire de son choix.

Handwritten signatures in blue and red ink.



PARTIE II – MODALITÉS D'EXÉCUTION DE LA MISSION DE PUBLIC SÉNAT

Article 9 - Transparence financière

Les relations entre le Sénat et Public Sénat sont fondées sur le principe de la transparence financière.

L'annexe 1 à la présente convention définit les modalités d'application en 2025 du principe de transparence financière des relations entre le Sénat et Public Sénat.

En application de ce principe, Public Sénat verse trimestriellement au Sénat une redevance, constituée de loyers au titre des locaux appartenant au Sénat que la chaîne occupe, ainsi qu'une rémunération forfaitaire pour les services rendus et les moyens mis à sa disposition par le Sénat dans le Palais du Luxembourg. Public Sénat s'acquitte également des diverses refacturations prévues à l'annexe 1 susmentionnée.

Article 10 - Affectation des locaux

10.1 Locaux techniques et à usage de bureaux

Le Sénat met à disposition de Public Sénat :

- dans le Palais du Luxembourg, le studio (L1201) et l'emprise de son ancien sas (L1201a), la régie (A0613c), les locaux (A0613 et A0613a) à usage de régie, les locaux (A0613b et A0613d) à usage de salle technique et un espace composé d'un sas d'entrée (L1200a), d'une loge de maquillage (L1200) et d'un bureau de passage également utilisé comme réserve (L1200b) ;
- les locaux qu'il possède dans l'immeuble en copropriété sis au 92, boulevard Raspail (sous-sol, rez-de-chaussée, 1^{er} étage et 2^{ème} étage), Paris VI^e ;
- les locaux qu'il possède dans l'immeuble en copropriété sis au 20, rue de Vaugirard (premier sous-sol, rez-de-chaussée et 1^{er} étage), Paris VI^e.

Public Sénat s'engage à respecter les règlements de copropriété de ces immeubles sis au 92, boulevard Raspail et au 20, rue de Vaugirard.

Le Sénat met en outre à la disposition de Public Sénat un emplacement en couverture du terrasson Est, adossé au long pan de la Chambre des Pairs, où est édifiée une plate-forme supportant des paraboles. Public Sénat est responsable du contrôle et de la vérification régulière de cette plate-forme.

Aucun stockage de matériel appartenant à Public Sénat ne peut être effectué dans les locaux qui ne lui sont pas affectés exclusivement.

GV
α
5



10.2 Liaison du Palais du Luxembourg avec le 92, boulevard Raspail et le 20, rue de Vaugirard

Le Sénat a réalisé entre le Palais du Luxembourg et le 92, boulevard Raspail des liaisons optiques qui véhiculent les différents réseaux, dont il assume la maintenance.

Des liaisons analogues entre le Palais du Luxembourg et le 20, rue de Vaugirard sont disponibles depuis le 1^{er} janvier 2014. Leur maintenance est assurée de la façon suivante :

- la fibre optique entre M0503 et A533a est à la charge du Sénat pour la maintenance préventive et corrective ;
- les fibres optiques entre M0503 et A0613 (2 multi-fibres optiques de 24 brins) et entre R0906 et A0613 sont à la charge de Public Sénat pour la maintenance préventive et corrective.

Article 11 – Entretien, maintenance, renouvellement et amélioration des équipements

Les stipulations de l'annexe 2 de la présente convention (Protocole relatif à l'entretien, à la maintenance, au renouvellement et à l'amélioration des équipements) s'appliquent à l'ensemble des locaux mis à la disposition de Public Sénat par le Sénat.

Article 12 - Possibilité d'utilisation par Public Sénat des moyens audiovisuels du Sénat

Sur demande présentée au Directeur de la Communication, le Sénat peut autoriser Public Sénat à utiliser les moyens suivants :

- pour des besoins ponctuels, la fibre SENAT-OUT02 (2^{ème} connexion ADVALEM) et la fibre SENAT-V01-ASSNAT (réception depuis l'Assemblée nationale), ainsi que le maillage optique du Palais ;
- pour des événements particuliers, tout autre équipement audio ou vidéo disponible.

Sauf accord contraire du Sénat et de Public Sénat, les coûts correspondants sont inclus dans la rémunération forfaitaire des services rendus et des moyens mis à disposition prévue à l'annexe 1 de la présente convention.

Public Sénat s'acquitte auprès de l'opérateur retenu des coûts additionnels liés à l'utilisation des moyens susvisés pour ses propres besoins.



Article 13 - Archives

Public Sénat collabore avec la division des Archives du Sénat pour faciliter la conservation, la mise en valeur et la communication de ses archives de contenus éditoriaux, quel que soit leur support.

13.1 - Accès aux archives audiovisuelles et photographiques

Le Sénat fournit à Public Sénat l'accès à ses archives audiovisuelles et photographiques, sous réserve du respect des règles de communicabilité fixées par l'article 7 *bis* de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 sur le fonctionnement des assemblées parlementaires, introduit par l'article 28 de la loi n° 2008-696 du 15 juillet 2008 sur les archives, et le chapitre XIX de l'Instruction Générale du Bureau du Sénat (IGB), sans que la société de programme ait à acquitter d'autres frais que ceux facturés par l'organisme chargé de leur conservation et ceux liés à la duplication des documents audiovisuels issus de ces archives, sur un support numérique ou analogique exploitable.

Réciproquement, Public Sénat fournit au Sénat l'accès à ses propres archives audiovisuelles et photographiques dans les mêmes conditions.

13.2 - Autres archives de contenus éditoriaux

Public Sénat est tenue de conserver ses autres archives de contenus éditoriaux.

13.3 - Autres archives

Public Sénat est tenue de conserver ses autres archives de contenus non éditoriaux.

Article 14 - Moyens de diffusion

Public Sénat partage avec la société de programme de l'Assemblée nationale les moyens nécessaires à la diffusion des programmes de La Chaîne parlementaire.

Les moyens matériels regroupent la régie finale, les liaisons de transmission du signal de La Chaîne parlementaire, le transport satellitaire et la diffusion numérique terrestre.

Les modalités de partage du canal de diffusion de La Chaîne parlementaire sur le réseau de télévision numérique terrestre (TNT) entre les deux sociétés de programme Public Sénat et LCP-Assemblée nationale sont fixées dans l'accord conclu entre l'Assemblée nationale et le Sénat à ce sujet.

GV
α
M



Article 15 - Parrainage

Conformément aux dispositions précitées de l'article 45-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986, La Chaîne parlementaire ne diffuse aucun message publicitaire de nature commerciale et aucune émission de télé-achat.

En application de l'article 45-2 susmentionné dans sa rédaction issue de la loi n° 2021-1382 du 25 octobre 2021 relative à la régulation et à la protection de l'accès aux œuvres culturelles à l'ère numérique, Public Sénat est autorisée à diffuser des campagnes d'intérêt général et à en tirer des ressources.

Public Sénat est autorisée à faire parrainer ses émissions et ses contenus conçus ou diffusés sur internet dans les conditions prévues par le décret n° 92-280 du 27 mars 1992 modifié. Elle veille à ce que la présentation, la forme, le contenu des messages de parrainage soient conformes à sa mission et à son image de service public.

Article 16 - Internet

Un protocole, qui figure en annexe 3, établit les modalités du partenariat sur Internet entre le Sénat et Public Sénat.

Article 17 - Archivage

Public Sénat doit procéder à l'archivage de ses programmes audiovisuels dans des conditions garantissant leur conservation, leur consultation et leur utilisation d'une façon satisfaisante et conforme aux usages en matière audiovisuelle, dans le strict respect des droits de propriété patrimoniale et morale de Public Sénat, à titre définitif et pour l'intégralité des documents.

Article 18 - Duplication des émissions de Public Sénat à l'intention des Sénateurs

Public Sénat réalise, à la demande exclusive des Sénateurs, la duplication d'extraits de ses programmes, et les leur transmet sous forme dématérialisée.

PARTIE III - DOTATION FINANCIÈRE ANNUELLE DE PUBLIC SÉNAT

Article 19 - Détermination de la dotation financière annuelle

Le montant de la dotation financière annuelle de Public Sénat est fixé, pour l'année 2025, à dix-sept millions six cent quarante-huit mille euros (17 648 000 €), conformément à la loi n° 2024-1188 du 20 décembre 2024 spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances dans l'attente de l'entrée en vigueur de la loi de finances pour 2025.

GL
cc
N



Le montant de la dotation financière annuelle de Public Sénat pour 2026 sera fixé par la Commission commune chargée d'arrêter les crédits nécessaires au fonctionnement des Assemblées parlementaires selon la procédure définie par l'article 7 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires et communiqué sans délai au Président-Directeur général de Public Sénat.

Article 20 - Modalités de versement de la dotation financière annuelle

La dotation financière annuelle de Public Sénat lui est versée au début de chaque trimestre civil, par avance et en parts égales.

Article 21 - Vérification et apurement des comptes

Public Sénat transmet l'arrêté provisoire de ses comptes au titre de l'exercice 2024 au plus tard le 15 mars 2025.

Les Questeurs du Sénat joignent cet arrêté provisoire au compte administratif qu'ils soumettent à la Commission spéciale mentionnée à l'article 103 *bis* du Règlement du Sénat. Cette Commission entend le Président-Directeur général de Public Sénat sur l'exécution du budget de l'exercice.

Sans préjudice de ses autres obligations légales et statutaires, Public Sénat transmet l'arrêté de ses comptes au titre de l'exercice 2024 aux Questeurs du Sénat, au plus tard le 10 avril 2025.

Le rapport sur les comptes de Public Sénat au titre de l'exercice 2024 est définitivement approuvé par l'assemblée générale de l'actionnaire unique, au plus tard, le 1^{er} juin 2025.

PARTIE IV - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 22 - Modalités d'accès à certains lieux du Palais du Luxembourg et ses dépendances

22.1 - Droit d'accès et de stationnement

Des badges d'accès sont délivrés au personnel de Public Sénat sur demande de son Président-Directeur général, de son Secrétaire général ou de son Directeur de la production et des services support. Leurs titulaires doivent venir les chercher personnellement à l'accueil de la Direction de l'Accueil et de la Sécurité. Pour des raisons de sécurité, ces badges, fournis avec des tours de cou, doivent être portés de manière visible par leurs titulaires lorsqu'ils sont au Sénat.

GC
ac
W



Les badges d'accès doivent impérativement être rendus à la Direction de l'Accueil et de la Sécurité dès leur expiration, sous la responsabilité de la société de programme, et ne doivent en aucun cas continuer à être utilisés après cette expiration.

Les demandes de badges et les demandes de renouvellements des badges à durée de validité limitée doivent être formulées au moins deux semaines à l'avance auprès de la Direction de l'Accueil et de la Sécurité.

Les stagiaires accueillis pour une courte durée par Public Sénat ou par ses prestataires sont dotés d'un badge fourni par la Direction de l'Accueil et de la Sécurité pour la durée du stage, dans les mêmes conditions que les stagiaires accueillis par le Sénat.

L'accès au parc de stationnement souterrain est autorisé dans les conditions fixées pour le personnel du Sénat, aux titulaires de badges d'accès qui, dans la limite de cinq personnes, figurent sur la liste nominative communiquée par le Président-Directeur général de Public Sénat. En outre, deux cartes d'accès au parc de stationnement RÉPUBLIQUE PARKING MARCHÉ SAINT-GERMAIN (14 rue Lobineau, 75006 Paris) sont délivrées à Public Sénat.

Depuis l'installation par la Chaîne de lecteurs de badges type MIFARE pour l'accès à ses sites H et M (au 92, boulevard Raspail et au 20, rue de Vaugirard), un contingent de 3 badges avec accès 24h/24 est remis à la Direction de l'Accueil et de la Sécurité (1 badge) et à la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins (2 badges), habilitées à intervenir dans les locaux de la Chaîne.

22.2 - Accès à la Bibliothèque

Les membres du personnel de Public Sénat, titulaires d'un titre d'accès au Palais, peuvent accéder à la Bibliothèque du Sénat pour consultation sur place des ouvrages et revues.

22.3 - Accès aux salles de réunion

Sous réserve de leur disponibilité, Public Sénat peut utiliser à titre gratuit les salles Clemenceau, Médicis, René Monory et Coty, sans parrainage de sénateur, dans la limite de 8 fois au total pour les quatre salles en 2025. Une autorisation des Questeurs est nécessaire pour chaque utilisation au-delà de ce plafond. Sauf décision contraire des Questeurs, la redevance forfaitaire afférente à l'utilisation de ces salles est alors due pour chaque utilisation supplémentaire. Les autres dispositions de la réglementation régissant l'utilisation de ces salles s'appliquent, en particulier en ce qui concerne l'exclusion de toute manifestation à but lucratif ou commercial.

GL

OC

W



22.4 - Tournages dans les lieux réservés aux sénateurs

Public Sénat ne peut effectuer des tournages impliquant des installations ayant une incidence sur la circulation des sénateurs dans les lieux qui leur sont traditionnellement réservés (escalier d'honneur, salle des Conférences, galerie des bustes, salon des messagers d'État, etc.) que sous réserve d'une autorisation préalable, sollicitée au minimum 48 heures à l'avance auprès du Directeur de la Communication. Un plan sera fourni à l'appui de la demande.

Les tournages de la chaîne susceptibles d'être réalisés dans la salle de conférences de presse sont subordonnés à l'autorisation préalable du Directeur de la Communication. Cette demande doit être sollicitée au moins une semaine à l'avance ou, en cas de besoin imprévu, deux jours à l'avance.

Les tournages susceptibles d'être réalisés dans la salle de lecture ou dans l'Annexe de la Bibliothèque sont subordonnés à l'autorisation préalable conjointe du Directeur de la Communication et du Directeur de la Bibliothèque et des Archives, qui doit être sollicitée au minimum 48 heures à l'avance.

Le Directeur de la Communication est informé préalablement, au minimum 48 heures à l'avance, des autres tournages impliquant une installation.

22.5 - Tournage dans l'Annexe de la Bibliothèque d'une émission culturelle

Les tournages susceptibles d'intervenir dans l'Annexe de la Bibliothèque, sous la réserve de la disponibilité de celle-ci, le sont de manière ponctuelle. En cas d'un de ces tournages, Public Sénat s'engage à respecter les principes suivants :

- les opérations nécessaires à la réalisation de l'émission s'effectuent dans une tranche horaire comprise entre 8 heures et 19 heures ; le Directeur de la Bibliothèque et des Archives est averti trois semaines avant la date d'enregistrement de l'émission, cette date étant arrêtée en intégrant les contraintes d'agenda de l'Annexe de la Bibliothèque. Des tests peuvent être effectués la veille de chaque tournage, en fin de journée ;
- la veille de chaque tournage, la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins prendra en charge le déplacement de la table située à l'entrée de l'Annexe afin d'assurer un espace suffisant pour le tournage de l'émission ;
- pour assurer la liaison avec sa régie située dans l'enceinte du Sénat, Public Sénat peut faire passer ses câbles par une fenêtre de l'Annexe ou, après avoir réservé la salle A120 auprès de la Direction de la Législation et du Contrôle la veille entre 16 h et 17 h (si elle est alors libre), peut utiliser les liaisons optiques de la Direction de la Communication qui se trouvent dans cette salle ;
- le tournage ne doit pas être source de risque pour la conservation du patrimoine ;

GV
ac

N



- pour ces raisons, l'intensité lumineuse et le nombre de projecteurs sont réduits au minimum, tout en préservant la qualité d'image requise à l'antenne ;
- l'utilisation des projecteurs est strictement limitée aux réglages de mise en place et au temps effectif de tournage, pour des raisons identiques ;
- la protection du sol et du mobilier est assurée par les moyens définis en accord avec les directions du Sénat ;
- la réparation des dégâts occasionnés par un tournage est effectuée par des prestataires choisis par le Sénat et dans des conditions définies par ce dernier. Elle est à la charge de Public Sénat ;
- le Directeur de la Bibliothèque et des Archives est averti préalablement à chaque tournage des ouvrages qui, le cas échéant, seront présentés au cours de celui-ci ; un exemplaire de ces ouvrages lui est donné chaque fois que cela est possible, à l'issue dudit tournage, pour insertion au catalogue de la Bibliothèque ;
- préalablement à chaque tournage, le Directeur de l'Accueil et de la Sécurité et le Directeur de la Bibliothèque et des Archives reçoivent communication de la liste des invités ;
- toute modification du dispositif habituel de tournage est soumise à l'autorisation préalable du Directeur de la Bibliothèque et des Archives ;
- les personnels concourant à la réalisation de l'émission se conforment aux règles relatives à la sécurité prévues par le code du travail.

22.6 - Dispositif permanent de prise de vue et de son depuis la tribune de presse de l'hémicycle

Public Sénat est autorisée à disposer, dans la tribune de presse de l'hémicycle, d'un dispositif permanent de prise de vue et de son, installé par ses soins.

La Direction de la Communication met à disposition de Public Sénat deux fibres optiques de la tribune présidentielle vers le centre technique de Public Sénat. Les connecteurs utilisés à cette fin sont ceux de Public Sénat.

Les modifications éventuelles de ce dispositif sont soumises à l'accord préalable de la Direction de la Communication.

22.7 - Accès au Bureau des transports

Le Bureau des transports peut appeler, aux frais des demandeurs, des taxis pour les personnels de Public Sénat.

Il peut également émettre les titres de transport nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

Les billets ne sont délivrés que contre paiement par la personne qui vient les retirer.

Handwritten signatures and initials in blue and black ink.



22.8 - Accès au restaurant en libre-service et aux buvettes

Le personnel de Public Sénat, titulaire d'un badge d'accès au Palais du Luxembourg et exerçant ses fonctions toute la journée de façon régulière dans les locaux de la Chaîne, a accès au restaurant en libre-service situé au 36 rue de Vaugirard au tarif « intérieur ». Les repas sont facturés à Public Sénat conformément à l'annexe 1 de la présente convention.

Le personnel de Public Sénat ne peut inviter au restaurant visé à l'alinéa précédent des personnes extérieures au Sénat. Cette interdiction ne s'applique pas au Président-Directeur général, au Secrétaire général, ni aux membres du comité de direction de la chaîne ; le cas échéant, le tarif « extérieur » s'applique à leurs invités.

Le personnel de Public Sénat a accès aux buvettes du Sénat dans les mêmes conditions que le personnel du Sénat.

22.9 - Tenue

Le personnel de Public Sénat doit veiller à porter une tenue correcte dans l'enceinte du Palais.

22.10 Tournages dans le dôme Tournon

Les tournages susceptibles d'être réalisés dans le dôme Tournon sont subordonnés à l'autorisation préalable conjointe du Directeur de la Communication et du Directeur de l'Accueil et de la Sécurité, sur avis du Directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins, du Directeur de la Bibliothèque et des Archives et du Directeur de la Législation et du Contrôle. Cette autorisation doit être sollicitée par Public Sénat auprès de la Direction de la Communication et de la Direction de l'Accueil et de la Sécurité au minimum deux jours ouvrés avant chaque tournage, la demande étant accompagnée de la liste des invités de la chaîne. Préalablement à cette demande, Public Sénat informe des tournages, le plus tôt possible, la Direction de la Bibliothèque et des Archives, la Direction de la Législation et du Contrôle (service de la commission des Finances) et la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins.

22.11 Tournages dans le Jardin du Luxembourg

Les tournages susceptibles d'être réalisés dans le Jardin du Luxembourg ont un caractère ponctuel. Ils sont subordonnés à l'autorisation préalable de la Direction de la Communication et de la Direction de l'Accueil et de la Sécurité.

Dans cette hypothèse, Public Sénat s'engage à respecter les prescriptions générales relatives aux prises de vues dans le Jardin du Luxembourg¹.

¹ Cf. arrêté de *Questure* n° 2022-528 du 8 juin 2022 (JO du 18 juin 2022) relatif aux prises de vues à caractère professionnel dans le Jardin du Luxembourg.

GL
ac
N



Lorsque des structures temporaires sont nécessaires à la réalisation d'un tournage, leur installation ne peut intervenir qu'après la conclusion d'une convention d'autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public en application de l'arrêté de Questure n° 2022-1101 du 13 décembre 2022 relatif aux concessions et autorisations d'occupation du domaine public dans le Palais du Luxembourg et ses dépendances et le Jardin du Luxembourg, notamment de son titre IV relatif aux règles applicables à certaines autorisations d'occupation temporaire du domaine public.

Les structures envisagées doivent être autoportantes et ne nécessiter aucun ancrage au sol. Aucune installation n'est autorisée dans les zones végétalisées (gazons, massifs floraux et arbustifs). Les accrochages aux arbres sont interdits.

L'utilisation d'équipements, de moyens et de matériels n'appartenant pas au Sénat est faite sous la responsabilité de Public Sénat, notamment pour la location, le transport, la manutention, la surveillance, la pose et l'enlèvement. La liste des équipements et matériels lourds ainsi que des véhicules est transmise au Sénat pour accord préalable.

Public Sénat s'engage à faire respecter l'ensemble de ces conditions par les sociétés extérieures qu'elle fait intervenir. Elle vérifie et garantit que lesdites sociétés ont bien souscrit les assurances nécessaires. Elle transmet à la Direction de l'Accueil et de la Sécurité la liste des intervenants et des véhicules devant intervenir dans le Jardin. Au moins trois jours ouvrés avant la date à laquelle débute la mise à disposition, elle transmet à la Direction de l'Accueil et de la Sécurité la copie d'une pièce d'identité des conducteurs de chaque véhicule. Seuls peuvent accéder au Jardin du Luxembourg les conducteurs bénéficiant d'une autorisation expresse du Sénat.

La convention d'autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public, conclue après avis de la Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins et de la Direction de l'Accueil et de la Sécurité, prévoit notamment deux états des lieux contradictoires, l'un avant les opérations d'installation et l'autre à l'issue des opérations de démontage.

En cas de dommages ou de dégradation, la chaîne Public Sénat est tenue de faire procéder à la remise en état des lieux sous le contrôle et selon les indications du Sénat et sur la base d'un devis commandé par ce dernier. Tout dégât constaté sur les arbres fait par ailleurs l'objet d'une indemnisation calculée selon le barème joint en annexe 7 de la présente convention.

Public Sénat est également responsable de la gestion des déchets résultant de ses interventions ou de celles de ses prestataires et s'assure qu'aucun déchet ne subsiste à l'issue du tournage.

Article 23 - Envoi de courrier

Public Sénat peut faire affranchir des envois postaux à l'atelier de reprographie du Sénat. Les enveloppes d'expédition doivent être clairement identifiables. Les envois en nombre (plus de 50 plis à la fois) font l'objet

GL
α
w



d'une facturation trimestrielle en application de l'annexe 1 de la présente convention.

Article 24 – Bénéfice de certaines prestations destinées au personnel du Sénat

Le personnel permanent de Public Sénat peut, avec l'accord de la direction concernée, bénéficier de certaines prestations destinées au personnel du Sénat. La facturation à Public Sénat de ces prestations est établie conformément à l'annexe 1 de la présente convention.

Article 25 - Assurances

Public Sénat, agissant en qualité de locataire, assure pendant toute la durée d'occupation des locaux, auprès d'une compagnie notoirement solvable, et pour des sommes suffisantes, ses risques locatifs, les agencements et embellissements, même immeubles par nature ou destination, l'ensemble de ses propres biens, contre les risques d'incendie, explosion, foudre, dommages électriques, chute et/ou choc d'appareils de navigation aérienne, choc de véhicule, ouragans, tempêtes, grêle, neige sur toitures, vandalisme, malveillance, sabotage, dégâts des eaux, bris de glaces, vol y compris détériorations à la suite de vol ou tentative de vol, le recours des voisins et des tiers ainsi que les honoraires d'experts.

Il est toutefois convenu que Public Sénat (locataire) et le Sénat (propriétaire) déclarent, au titre de la garantie risques locatifs ordinaires et supplémentaires, renoncer réciproquement, ainsi que leurs assureurs respectifs, à tout recours en cas de sinistre qu'ils seraient en droit d'exercer en cas de dommages résultant d'un incendie, d'une explosion, d'un dégât des eaux ou de dommages électriques au-delà d'un montant de 15.000.000 €.

Public Sénat souscrit également, auprès d'une compagnie notoirement solvable, une assurance responsabilité civile couvrant pour un montant suffisant les dommages corporels et garantissant les conséquences de ladite responsabilité qu'elle peut encourir à raison des dommages matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre de ses activités.

Public Sénat communique à la Direction de la Logistique et des Moyens généraux, à chaque renouvellement de police, les polices d'assurances correspondant aux contrats conclus au titre des risques mentionnés au présent article.

Article 26 - Sécurité

Les locaux affectés à Public Sénat au sein du Palais du Luxembourg bénéficient du système de sécurité du Sénat.

Public Sénat assume l'entière responsabilité de la sécurité des locaux qui lui sont affectés au 92, boulevard Raspail et au 20, rue de Vaugirard.

GL
α
N



Toutefois, le Sénat fait bénéficier Public Sénat de son système de sécurité incendie pour les locaux du 20, rue de Vaugirard ainsi que, pour l'immeuble du 92, boulevard Raspail, pour le seul local situé en sous-sol accueillant un autocommutateur. À cet effet, Public Sénat donne au service de sécurité du Sénat les moyens d'accéder à ces locaux.

Article 27 - Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2025 et arrivera à échéance le 31 décembre 2025. Deux mois environ avant cette échéance, les parties se rapprocheront pour fixer les termes de leur nouvelle convention annuelle.

Article 28 - Divers

Toute modification des termes de la présente convention devra être établie par un avenant écrit, signé des parties.

Les annexes à la présente convention sont paraphées par les parties et sont considérées comme ayant valeur contractuelle.

Fait à Paris en deux (2) exemplaires originaux identiques pour chacune des parties,

Pour le Sénat

Pour Public Sénat

M. Gérard LARCHER,
Président

Date :

13/02/2025

M. Jean-Emmanuel CASALTA,
Président-Directeur général

Date :

11/2/2025

M. Olivier CIGLOTTI,
Questeur délégué

Date :

le 11/02/2025



ANNEXES

- 1 - Protocole relatif aux modalités d'application en 2025 du principe de transparence financière des relations entre le Sénat et Public Sénat.
- 2 - Protocole relatif à l'entretien, à la maintenance, au renouvellement et à l'amélioration des équipements.
- 3 - Protocole établissant les modalités du partenariat sur Internet entre le Sénat et Public Sénat.
- 4 - Protocole d'utilisation de la fibre 11 (réception) de la liaison 55341.
- 5 - Protocole de transmission à Public Sénat de captations audiovisuelles réalisées par les régies audiovisuelles du Sénat.
- 6 - Comité relatif à l'honnêteté, à l'indépendance et au pluralisme de l'information et des programmes de Public Sénat.
- 7 - Barème d'indemnisation en cas de dégâts causés aux arbres du Jardin du Luxembourg.

2024/10/21

GL
J
α



Annexe 1

Protocole relatif aux modalités d'application en 2025 du principe de transparence financière des relations entre le Sénat et Public Sénat

Article 1 - Objet

Le présent protocole définit les modalités d'application en 2025 du principe de transparence financière des relations entre le Sénat et Public Sénat, énoncé à l'article 9 de la présente convention.

Public Sénat verse trimestriellement au Sénat une redevance, constituée de loyers et d'une rémunération forfaitaire conformément aux articles 2 et 3 du présent protocole, sans préjudice des refacturations à prix coûtant prévues par l'article 4 de celui-ci.

Article 2 – Loyers

2.1 Montant des loyers

Il est rappelé que, par la convention signée le 13 février 2024, les parties avaient convenu, à titre exceptionnel et pour l'année 2024 exclusivement, de maintenir le montant des loyers à son niveau de 2023, soit 487 401 euros. Cependant, le deuxième alinéa de l'article 6 de l'annexe 1 de cette convention stipulait que, pour l'application de la clause de révision des loyers en 2025, sauf autre accord entre les parties, le montant des loyers pris en compte serait celui de 520 490 euros, qui aurait été le montant fixé pour 2024 à défaut de l'accord conclu à titre exceptionnel. Il est pris acte qu'en application de cette stipulation, à défaut d'un autre accord entre les parties, le montant des loyers aurait été fixé pour 2025 à 558 079 euros.

Les parties ont convenu que, pour 2025, le montant des loyers serait révisé en appliquant, aux montants des loyers fixés pour 2023 et maintenus pour 2024 sur le fondement de l'accord susmentionné conclu à titre exceptionnel, après actualisation des surfaces effectivement mises à la disposition de Public Sénat depuis 2023, le coefficient résultant du rapport entre la valeur de l'indice INSEE du coût de la construction au premier trimestre de l'année 2024 et la valeur de ce même indice au premier trimestre de l'année 2023. Ainsi, le montant des loyers est fixé pour 2025 à **523 415 euros**, conformément au tableau ci-après, y compris le loyer des deux places de stationnement mises à disposition de Public Sénat au Marché Saint-Germain (14 rue Lobineau, 75006 Paris).

GV
M
OC



	Superficie (en m ²)	Prix au m ² du loyer (en €)	Montant (en €)
1. Loyer des locaux du 92, boulevard Raspail			
Sous-sol	25,82	343,10	8 859
Rez-de-chaussée	27,74	647,40	17 958
1 ^{er} étage	179,36	647,40	116 125
2 ^{ème} étage	193,83	647,40	125 494
Total	426,75	629,00	268 434
2. Loyer des locaux du Palais du Luxembourg			
Studio L1201	76,42	343,10	26 222
Ex-sas studio L1201a	2,26	343,10	775
Loge de maquillage L1200	17,65	343,10	6 056
Sas d'entrée L1200a	4,42	343,10	1 516
A0613 (usage de régie)	16,44	343,10	5 642
Régie A0613c	24,00	343,10	8 236
A0613a (usage de régie)	18,50	343,10	6 349
A0613b et A0613d (usage de salle technique)	21,49	343,10	7 372
Bureau de passage L1200b	17,99	343,10	6 171
Total	199,17	343,10	68 338
3. Loyer des locaux du 20, rue de Vaugirard			
1 ^{er} sous-sol	53,46	343,10	18 342
Rez-de-chaussée	151,19	647,40	97 886
1 ^{er} étage	104,36	647,40	67 565
Total	309,01	594,80	183 793
4. Loyer de deux places de stationnement			2 850
Total	934,93	559,80	523 415

NB : Coefficient d'augmentation appliqué au montant total de chaque ligne. Les totaux ne sont pas tous justes en raison de l'emploi d'arrondis.

2.2 Contributions, impôts et taxes

Public Sénat acquittera ses contributions personnelles, taxes professionnelles, taxes locatives et autres impositions de toute nature relatives à son activité et auxquelles les locataires sont ou pourront être assujettis de sorte que le Sénat ne soit jamais recherché à ce sujet.

Public Sénat devra rembourser au Sénat la taxe foncière, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, la taxe de balayage, la taxe annuelle sur les bureaux, les locaux commerciaux et de stockage en île de France et toute nouvelle contribution, taxe municipale ou autre.

GS
cc



Plus généralement, Public Sénat remboursera au Sénat tous les impôts et taxes relatifs aux loyers et aux immeubles qu'il occupe, présents ou futurs, le tout de sorte que les loyers perçus par le Sénat soient nets de toute charge fiscale.

Article 3 – Rémunération forfaitaire des services rendus et des moyens mis à disposition par le Sénat

Public Sénat verse une rémunération forfaitaire pour les services rendus et les moyens mis à disposition par le Sénat dans le Palais du Luxembourg.

En 2025, cette rémunération forfaitaire est fixée à 11 091 euros.

Elle comprend le nettoyage deux jours par semaine et le vidage quotidien des poubelles pour les locaux L1200 (loge de maquillage), L1200b (bureau), L1201 (studio) et A0613 (régie). Public Sénat conclut ses propres marchés (le cas échéant avec un autre prestataire que celui du Sénat) en cas de besoin supplémentaire.

Sauf accord contraire du Sénat et de Public Sénat, elle comprend également les coûts correspondant à l'utilisation par la chaîne, sur demande présentée au Directeur de la Communication, des moyens visés à l'article 12 de la présente convention.

Article 4 – Refacturations à prix coûtant

4a – Facturation des charges récupérables et des « fluides » afférents au 92, boulevard Raspail et au 20, rue de Vaugirard

Les charges récupérables acquittées par le Sénat ainsi que les dépenses d'électricité, de gaz et d'eau liées aux locaux du 92, boulevard Raspail et du 20, rue de Vaugirard, sont facturées à Public Sénat.

4b – Prise en charge des frais afférents aux liaisons entre le Palais du Luxembourg et le 92, boulevard Raspail d'une part, le 20, rue de Vaugirard d'autre part

Les frais de la maintenance assurée sur les liaisons audiovisuelles, informatiques et de télécommunications réalisées entre le Palais du Luxembourg et les locaux mis à disposition de Public Sénat au 92, boulevard Raspail et au 20, rue de Vaugirard sont assumés par le Sénat.

La redevance annuelle versée par le Sénat à la Ville de Paris en contrepartie du passage par les égouts des équipements reliant le Palais du Luxembourg aux locaux sis 92, boulevard Raspail et 20, rue de Vaugirard, est facturée à Public Sénat.

GV
m
OC



4c – Charges afférentes à l'accès des personnels de Public Sénat au restaurant du Sénat en libre-service au tarif « intérieur »

Le montant de la subvention par repas versée par le Sénat à l'exploitant des restaurants du Sénat pour l'accès au restaurant en libre-service situé au 36 rue de Vaugirard des personnels de Public Sénat au tarif « intérieur » est facturé à la chaîne.

4d – Prestations ou achats, réalisés par le Sénat au profit de Public Sénat et qui résultent d'un accord entre les deux parties

Le prix coûtant des prestations ou achats, réalisés par le Sénat au profit de Public Sénat et qui résultent d'un accord entre les deux parties, qu'ils soient prévus (envoi de courrier en nombre, bénéfice de certaines prestations destinées au personnel du Sénat...) ou non par la présente convention, est trimestriellement facturé à la chaîne tel qu'il a été communiqué au Directeur des Affaires financières et sociales du Sénat par les directions compétentes du Sénat.

Article 5 - Modalités de règlement

Sur la base des éléments communiqués par les directions compétentes du Sénat, le Directeur des Affaires financières et sociales du Sénat adresse trimestriellement à Public Sénat les factures correspondant à l'application du présent protocole.

Public Sénat se libère des sommes dues au titre du présent protocole en faisant porter le montant de celles-ci au crédit du compte bancaire du Sénat.

Article 6 – Révision des prix

À défaut de signature d'un nouveau protocole entre le Sénat et Public Sénat avant le 31 décembre de chacune des années à venir, les montants mentionnés aux articles 2 et 3 du présent protocole (soit, respectivement, le montant des loyers et le montant de la rémunération forfaitaire des services rendus et des moyens mis à disposition par le Sénat) sont révisés au 1^{er} janvier de chaque année n en appliquant, aux montants de l'année n-1 mentionnés à l'article 2 du présent protocole (loyers), le coefficient résultant du rapport entre la valeur de l'indice INSEE du coût de la construction au premier trimestre de l'année n-1 et la valeur de ce même indice au premier trimestre de l'année n-2 et, au montant de l'année n-1 mentionnés à l'article 3 du présent protocole (rémunération forfaitaire), le coefficient résultant du rapport entre la valeur de l'indice INSEE du prix de production des services vendus aux entreprises dans le secteur de l'information et la communication au premier trimestre de l'année n-1 et la valeur de ce même indice au premier trimestre de l'année n-2.

Handwritten signature and initials in blue ink.



L'application de la présente clause d'indexation ne peut toutefois en aucun cas avoir pour effet de fixer les montants de l'année n visés aux articles 2 et 3 du présent protocole à un montant inférieur à ceux de l'année n-1. Dans ce cas, les montants des loyers et de la rémunération forfaitaire des services rendus et des moyens mis à disposition par le Sénat restent inchangés.

GL
a m



Annexe 2

Protocole relatif à l'entretien, à la maintenance, au renouvellement et à l'amélioration des équipements

Les stipulations ci-après s'appliquent à l'entretien, à la maintenance, au renouvellement et à l'amélioration des équipements dans l'ensemble des locaux mis à la disposition de Public Sénat par le Sénat.

Article 1 - Obligations générales des parties

Obligations générales du Sénat

Le Sénat, en tant qu'affectataire des constructions, prend à sa charge les investissements liés au maintien du clos et du couvert, incombant au propriétaire selon l'article 606 du code civil, y compris ceux concernant les ravalements extérieurs. Il assume le financement et la conduite de ces travaux.

Pour satisfaire ses obligations, ses services compétents ou les personnes qu'ils désignent procèdent à autant de visites globales ou partielles que nécessaire afin de déterminer, le cas échéant, un programme de grosses réparations. Le Sénat assure la mise en œuvre de ce programme de travaux suivant un calendrier prévisionnel de réalisation arrêté en accord avec Public Sénat.

Public Sénat supporte, sans y apporter d'obstacle et sans pouvoir réclamer aucune indemnité pour préjudice autre que matériel, les travaux d'intérêt général entrepris par le Sénat.

Obligations générales de Public Sénat

Public Sénat ne peut apporter aucune modification aux locaux et installations techniques mis à sa disposition sans l'accord préalable du Sénat. En outre, toute modification se fera dans le respect des prescriptions réglementaires en vigueur, en particulier sur le plan de la sécurité.

Article 2 - Entretien, propreté

Définition des opérations d'entretien

Par entretien, il faut entendre toutes les opérations permettant de maintenir les locaux et installations techniques mis à disposition de Public Sénat en parfait état de propreté, de fonctionnement, d'exploitation et de sécurité.

Ces opérations recouvrent toutes celles qui sont, au titre du droit commun, du ressort du locataire, ainsi que la surveillance et l'éclairage des biens (hors éclairage public).

GV
ca
N



Principes

Les charges des travaux d'entretien, y compris la surveillance et l'éclairage des biens, sont supportées par Public Sénat.

Les ouvrages, locaux, installations, équipements et matériels délégués doivent être entretenus en parfait état de fonctionnement, d'exploitation, de sécurité et de propreté, de façon à respecter les prescriptions de la présente convention, à ne pas entraîner d'insuffisance, de suspension ou d'interruption de service et à ne pas compromettre la sécurité des personnels et la continuité des activités.

Public Sénat prend toutes dispositions pour que les opérations d'entretien soient réalisées conformément aux réglementations en vigueur, notamment les règles d'hygiène et les prescriptions environnementales en matière de traitement des déchets.

Au terme de la présente convention, à échéance normale ou anticipée pour toute autre cause, l'ensemble des locaux et installations techniques mis à disposition de Public Sénat doit être remis au Sénat en parfait état de fonctionnement et de propreté.

Contrôle

Le Sénat effectue chaque fois qu'il le souhaite, une visite technique complète et détaillée de l'ensemble des équipements, afin de s'assurer, notamment, de la qualité des prestations d'entretien.

Article 3 - Maintenance

Définitions relatives à la maintenance

Par maintenance, il faut entendre « *l'ensemble de toutes les actions techniques, administratives et de management durant le cycle de vie d'un bien, destinées à le maintenir ou à le rétablir dans un état dans lequel il peut accomplir la fonction requise* » (article 3.1 de la norme Afnor NFX 60 000 « *Maintenance industrielle – Fonction maintenance* » du 16 avril 2016).

La maintenance est préventive ou corrective :

- préventive, c'est-à-dire effectuée selon des critères prédéterminés afin de réduire la probabilité de défaillance d'un bien ou la dégradation d'un service rendu (contrôle, surveillance, maintenance préventive systématique ou conditionnelle) ;
- corrective, c'est-à-dire effectuée après défaillance.

Opérations à la charge de Public Sénat

Sont de la responsabilité de Public Sénat et à sa charge l'ensemble des opérations de maintenance des 1^{er} à 4^e niveaux au sens de la norme Afnor NF X60-000 précitée.

62
α
w



S'agissant des installations de courant fort du Palais du Luxembourg, cette responsabilité et cette prise en charge ne concernent que les équipements assurant l'éclairage du studio d'enregistrement et les équipements que Public Sénat a installés en 2021, en aval des armoires divisionnaires, dans le cadre de travaux de rénovation des espaces techniques et de la régie mis à sa disposition.

S'agissant des installations de ventilation et de climatisation du Palais du Luxembourg, cette responsabilité et cette prise en charge ne concernent que les équipements que Public Sénat a installés en 2021, en aval des vannes d'eau glacée du Sénat, dans le cadre de travaux de rénovation des espaces techniques et de la régie mis à sa disposition.

Lorsque les opérations de maintenance à la charge de Public Sénat doivent réglementairement faire l'objet d'un contrôle technique par un organisme agréé, une copie du rapport établi par celui-ci est adressée au Sénat, dans le délai d'un mois à compter de sa communication à Public Sénat.

Lorsque les opérations de maintenance incombant à Public Sénat nécessitent des contrats d'entreprises spécifiques, ou des avenants à de tels contrats, une copie desdits contrats avec leurs annexes et leurs avenants éventuels est adressée au Sénat, dans le délai d'un mois à compter de leur signature.

Opérations à la charge du Sénat

Sont de la responsabilité et à la charge du Sénat les opérations de maintenance de 5^e niveau au sens de la norme Afnor NF X60-000 précitée.

S'agissant des installations de courant fort du Palais du Luxembourg, le Sénat se charge en outre des opérations de maintenance des 1^{er} à 4^e niveaux, à l'exclusion de celles concernant les équipements assurant l'éclairage du studio d'enregistrement et des équipements que Public Sénat a installés en 2021, en aval des armoires divisionnaires, dans le cadre de travaux de rénovation des espaces techniques et de la régie mis à sa disposition.

S'agissant des installations de ventilation et de climatisation du Palais du Luxembourg, le Sénat se charge en outre des opérations de maintenance des 1^{er} à 4^e niveaux, à l'exclusion de celles concernant les équipements que Public Sénat a installés en 2021, en aval des vannes d'eau glacée du Sénat, dans le cadre de travaux de rénovation des espaces techniques et de la régie mis à sa disposition. Il continue notamment à assurer la production d'eau glacée mise à disposition de Public Sénat.

Article 4 - Renouvellement- Améliorations

Définitions

Le renouvellement correspond aux opérations (travaux, acquisitions) permettant de renouveler un matériel existant ayant une destination précise, à

60
α
N



l'identique ou avec amélioration, compte tenu de l'évolution dudit matériel et des techniques.

Les améliorations correspondent aux opérations (travaux, acquisition) d'amélioration ou d'adaptation éventuelle des équipements à de nouvelles activités.

Domaine d'intervention de Public Sénat

Hors clos et couvert, et sans préjudice des stipulations prévues à l'article 3, la charge de renouvellement et d'amélioration des équipements et systèmes techniques généraux, équipements et systèmes spécialisés, corps d'état secondaires, et aménagements extérieurs incombe à Public Sénat.

Public Sénat ne peut apporter aucune modification aux locaux et installations techniques sans l'accord préalable du Sénat. Toute modification se fait dans le respect des prescriptions réglementaires en vigueur, en particulier sur le plan de la sécurité. À l'issue des travaux et lorsque ceux-ci sont réceptionnés, Public Sénat transmet les dossiers des ouvrages exécutés (DOE) au Sénat.

Article 5 - Contrôle des biens affectés à Public Sénat en dehors du Palais du Luxembourg

Le Sénat dispose d'une faculté permanente de contrôle :

- de l'état des installations et équipements mis à disposition de Public Sénat ;
- des travaux portant sur ces biens.

Pour cela, Public Sénat rend possible en permanence et sans aucune interruption pour quelque motif que ce soit, l'accès des personnes désignées par le Sénat aux installations et équipements.

Article 6 - Rapport annuel technique

Public Sénat transmet chaque année au Sénat, au plus tard un mois après la clôture de l'exercice, un rapport technique.

Ce rapport doit permettre au Sénat de suivre l'évolution de l'état de l'équipement et, en concertation avec Public Sénat, d'établir la programmation des différentes opérations d'entretien, de maintenance, de renouvellement et d'amélioration pour les exercices à venir.

Ainsi, le rapport annuel technique synthétise toutes les informations collectées au cours de l'exercice écoulé, notamment celles découlant des obligations réglementaires de Public Sénat.

Public Sénat explicite comment elle a satisfait à ses obligations d'entretien, de maintenance et de renouvellement, en l'absence de plans de remise à niveau, de maintenance, d'entretien, d'aménagement, de modernisation et de renouvellement précis et indépendants du programme contractuel d'investissements.

Gr
ac
m



De plus, elle fait état des principaux événements ayant affecté l'état des équipements et de leurs installations, comme, par exemple :

- pathologies connues (anciennes, nouvelles) ;
- sinistres ;
- perturbations liées à des phénomènes extérieurs ;
- remplacement de plusieurs biens ;
- nouvelles technologies apparues en cours d'année.

Public Sénat indique les réponses techniques qu'elle a apportées pour satisfaire aux principes d'adaptabilité et de mutabilité, et doit se conformer aux indicateurs suivants :

- études de réalisation, opérations préliminaires ;
- travaux d'adaptation ou de renouvellement avec indice d'usure, de vétusté, âges des installations et du parc, taux de renouvellement, taux d'entretien ou de maintenance ;
- extension géographique envisagée, extension du service, du réseau, déplacements d'ouvrages ;
- association avec d'autres partenaires publics ou privés ;
- mise en conformité ;
- adoption et effets de nouvelles techniques et des investissements en matière de réduction des nuisances, de pollutions, d'économies d'énergie, d'isolation... ;
- abandon de techniques périmées ;
- renouvellement du matériel en distinguant celui fourni par Public Sénat qui doit être remplacé au fur et à mesure de son usure afin de garantir un potentiel productif opérationnel.

Article 7 - Exécution d'office

En cas de non-respect des obligations d'entretien, de maintenance, de renouvellement et d'améliorations mises à la charge de Public Sénat, le Sénat peut se substituer à celui-ci et faire procéder, aux frais et risques de ce dernier, à l'exécution d'office des travaux nécessaires.

GV
ac j



Annexe 3

Protocole établissant les modalités du partenariat sur Internet entre le Sénat et la société de programme Public Sénat

Le Sénat et la société de programme Public Sénat conviennent d'assurer la convergence entre production audiovisuelle et nouvelles technologies de l'information.

Article 1 Établissement de liens hypertextes entre les sites du Sénat et celui de Public Sénat

Le Sénat et Public Sénat établissent autant que faire se peut des liens hypertextes entre leurs sites respectifs.

Chaque site établit en particulier sur sa page d'accueil un lien vers l'autre site à partir d'un logo ou de toute autre entité graphique assurant une bonne visibilité de ce lien.

Article 2 Informations réciproques

Le Sénat et Public Sénat s'informent préalablement de toute modification sur leur site Internet susceptible d'altérer les liens hypertextes établis entre leurs sites respectifs.

Article 3 Présentation des contenus Internet du Sénat sur Public Sénat

Public Sénat peut mettre en incrustation sur ses images l'adresse Internet des contenus du site www.senat.fr lui paraissant de nature à compléter l'information du téléspectateur (fiches de Sénateurs, rapports, comptes rendus...).

Article 4 Libre insertion des contenus de Public Sénat dans le site du Sénat

Le flux en direct et les vidéos à la demande présents sur le site de Public Sénat peuvent être librement insérés sur les pages du site du Sénat, sous réserve des droits d'exploitation détenus par Public Sénat.

α



Annexe 4
Protocole d'utilisation de la fibre 11 (réception) de la liaison 55341

Depuis le 1^{er} janvier 2004, Public Sénat assume la charge financière de la fibre 11 (réception) de la liaison 55341, à savoir l'abonnement et sa propre consommation ; la chaîne est juridiquement le seul interlocuteur de l'opérateur retenu.

Le Président-Directeur général de Public Sénat peut autoriser le Sénat, si ce dernier en formule la demande, à utiliser, pour des besoins ponctuels, cette fibre 11, à charge pour le Sénat de s'acquitter auprès de l'opérateur retenu de la consommation relevée.

GL
OC
M



Annexe 5

Protocole de transmission à Public Sénat de captations audiovisuelles réalisées par les régies audiovisuelles du Sénat

Le centre de production audiovisuelle du Sénat et Public Sénat sont reliés par six liaisons optiques dédiées dans le sens Régie Sénat > Régie PUBLIC SENAT et 2 dans le sens contraire.

Ces liaisons peuvent être utilisées pour la transmission à Public Sénat des captations audiovisuelles réalisées par le Sénat et le renvoi vers le Sénat de captations ponctuelles effectuées par la Chaîne.

Public Sénat informe la Direction de la Communication, dans les meilleurs délais, de ses demandes de transmission de captations. Elle précise, dans chaque demande, les modalités techniques souhaitées pour la transmission des signaux.

Ces demandes sont effectuées par courriel d'un membre de la rédaction de Public Sénat aux adresses presse@senat.fr et audiovisuel@senat.fr. L'absence de réponse de la Direction de la Communication vaut acceptation.

66
α
u



Annexe 6
**Comité relatif à l'honnêteté, à l'indépendance et au pluralisme de
l'information et des programmes de Public Sénat**

1. Conformément à l'article 30-8 et au huitième alinéa de l'article 45-2 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication, un comité relatif à l'honnêteté, à l'indépendance et au pluralisme de l'information et des programmes est placé auprès de Public Sénat à compter du 1^{er} juillet 2017.

2. Le comité est composé de quatre personnalités indépendantes. Elles sont nommées pour trois ans par le conseil d'administration de Public Sénat, sur proposition de son Président. Leur mandat est renouvelable une fois. La nomination des membres du comité assure une représentation équilibrée des femmes et des hommes.

Est regardée comme indépendante toute personne qui, pendant l'exercice de ses fonctions au sein du comité ainsi qu'au cours des deux années précédant sa prise de fonction, n'a pas pris, reçu ou conservé, directement ou indirectement, un intérêt quelconque dans Public Sénat, ou à l'égard de son actionnaire unique.

Tout membre du comité s'engage, à l'issue de ses fonctions et pour une durée de douze mois, à ne pas accepter un emploi, directement ou indirectement, pour Public Sénat ou son actionnaire unique.

3. Le comité veille au respect des principes d'honnêteté, d'indépendance et de pluralisme de l'information et des programmes qui concourent, énoncés par l'article 3-1 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication. Il veille au respect de la charte déontologique prévue par l'article 2 bis de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. Il est consulté lors de sa rédaction.

4. Les modalités de fonctionnement du comité sont fixées comme suit :

- Le comité élit en son sein un Président de séance qui dispose, le cas échéant d'une voix prépondérante.

- Il peut se saisir ou être consulté à tout moment par le Président de Public Sénat, la société des journalistes (SDJ), le conseil d'administration, ou par toute personne. Il informe le Bureau du Sénat de tout fait susceptible de contrevenir aux principes édictés par la loi du 29 juillet 1881 et par la charte, ou plus généralement de nuire à l'indépendance et au pluralisme de l'information et des programmes de la chaîne. Cette information est transmise concomitamment au Président de Public Sénat et au conseil d'administration.

6V
ac
M



- Il se réunit une fois par an au minimum au siège de Public Sénat ou dans une salle mise à disposition par le Sénat et chaque fois qu'il est saisi conformément aux dispositions qui précèdent. Il entend systématiquement la SDJ et la direction de Public Sénat.
- Il statue à la majorité des membres présents.
- Il rend public son bilan annuel.

GA
α
m



Annexe 7

Barème d'indemnisation en cas de dégâts causés aux arbres du Jardin du Luxembourg

Le présent barème a pour but de déterminer le coût d'indemnisation en cas de destruction ou de dégâts causés à un arbre du Jardin du Luxembourg. Il est établi à partir de l'estimation de la valeur d'agrément de l'arbre, calculée en prenant en compte quatre critères déterminés par les indices suivants :

- 1. indice selon l'espèce et la variété**
- 2. indice selon la valeur esthétique**
- 3. indice selon l'état sanitaire et la vigueur**
- 4. indice selon la circonférence du ou des troncs**

La valeur d'agrément de l'arbre se calcule en faisant le produit de ces quatre indices.

Si l'arbre est détruit, ou considéré comme condamné, c'est cette valeur d'agrément qui sera demandée à titre d'indemnisation. Elle inclut les frais de remplacement et de replantation de l'arbre et les indemnités pour dépréciation esthétique du Jardin du Luxembourg.

Si l'arbre est seulement endommagé, la valeur d'agrément sert de base au calcul de l'indemnisation qui sera demandée en fonction des dégâts constatés.

I. Estimation de la valeur d'un arbre du Jardin du Luxembourg

1. Indice selon l'espèce et la variété

Cet indice correspond au prix de vente à l'unité TTC constaté dans les catalogues des pépiniéristes pour l'année en cours pour un arbre de circonférence 14/16 cm (feuillu) ou de hauteur 150/175 cm (conifère).

2. Indice selon la valeur esthétique

Esthétique	Valeur de l'indice
Sujet très beau à beau, de forme libre ou en taille architecturée	4
Sujet en taille architecturée de qualité esthétique moyenne	3
Sujet de forme libre, de qualité esthétique moyenne	2
Sujet de forme libre sans réelle valeur esthétique	1

GC
ac
W



3. Indice selon l'état sanitaire et la vigueur de l'arbre

État sanitaire	Vigoureux	Vigueur moyenne	Peu vigoureux
Bon	3	2	1
Moyen	2	1,5	1

4. Indice selon la circonférence du ou des troncs

L'indice, établi en fonction de la circonférence du tronc mesurée à 1 mètre au-dessus du sol, exprime l'augmentation de la valeur de l'arbre en fonction de son âge et aussi des coûts induits par la replantation éventuelle d'un gros arbre de pépinière.

Circonférence du tronc (sujet monotronc) ou circonférences cumulées (cépées)	Indice	Circonférence du tronc (sujet monotronc) ou circonférences cumulées (cépées)	Indice	Circonférence du tronc (sujet monotronc) ou circonférences cumulées (cépées)	Indice
10 à 20	0,8	141 à 150	15	271 à 280	60
21 à 30	1	151 à 160	16	281 à 290	65
31 à 40	1,5	161 à 170	17	291 à 300	70
41 à 50	2	171 à 180	18	301 à 310	75
51 à 60	3	181 à 190	19	311 à 320	80
61 à 70	4	191 à 200	20	321 à 330	85
71 à 80	5	201 à 210	25	331 à 340	90
81 à 90	6,5	211 à 220	30	341 à 350	95
91 à 100	8	221 à 230	35	351 à 360	100
101 à 110	9,5	231 à 240	40	361 à 370	105
111 à 120	11	241 à 250	45	371 à 380	110
121 à 130	12,5	251 à 260	50	381 à 390	115
131 à 140	14	261 à 270	55	Etc.	...

II. Exemples de calcul de valeur d'agrément

1. Platane de l'allée Delacroix en bon état sanitaire

- prix unitaire TTC en 14/16 : 51,77 € arrondi à 52 €
- arbre très beau de forme libre : indice 4
- état sanitaire bon, sujet vigoureux : indice 3
- circonférence 402 cm : indice 125

Handwritten signature and initials:
 [Signature]
 ac
 m



Valeur d'agrément : $52 \times 4 \times 3 \times 125 = 78\,000$ €

2. Platane de l'allée Delacroix en état sanitaire moyen

- prix unitaire TTC en 14/16 : 51,77 € arrondi à 52 €
- esthétique moyenne, de forme libre : indice 2
- état sanitaire moyen, sujet vigoureux : indice 2
- circonférence 204 cm : indice 25

Valeur d'agrément : $52 \times 2 \times 2 \times 25 = 5\,200$ €

3. Marronnier de l'allée de l'Observatoire en bon état sanitaire

- prix unitaire TTC en 14/16 : 81,46 € arrondi à 82 €
- bel arbre en taille architecturée : indice 4
- état sanitaire bon, sujet vigoureux : indice 3
- circonférence 164 cm : indice 17

Valeur d'agrément : $82 \times 4 \times 3 \times 17 = 16\,728$ €

4. Marronnier près du kiosque à musique en état sanitaire moyen

- prix unitaire TTC en 14/16 : 81,46 € arrondi à 82 €
- arbre de forme libre, esthétique moyenne : indice 2
- état sanitaire moyen, vigueur moyenne : indice 1,5
- circonférence 95 cm : indice 8

Valeur d'agrément : $82 \times 2 \times 1,5 \times 8 = 1\,968$ €

5. Tilleul bordant le terrain de Longue Paume en bon état sanitaire

- prix unitaire TTC en 14/16 : 65,69 € arrondi à 66 €
- bel arbre de forme libre : indice 4
- état sanitaire bon, vigoureux : indice 3
- circonférence 95 cm : indice 8

Valeur d'agrément : $66 \times 4 \times 3 \times 8 = 6\,336$ €

6. Jeune tilleul de la terrasse sud-ouest (replantation hiver 2001)

- prix unitaire TTC en 14/16 : 65,69 € arrondi à 66 €
- bel arbre de forme libre : indice 4
- état sanitaire bon, vigoureux : indice 3
- circonférence 38 cm : indice 1,5

Valeur d'agrément : $66 \times 4 \times 3 \times 1,5 = 1\,188$ €

66
ac
W



III. Estimation des dégâts causés aux arbres

Les dégâts sont estimés par rapport à la valeur d'agrément de l'arbre, calculée comme indiqué précédemment.

1. Troncs blessés, écorce arrachée ou décollée

On mesure la largeur de la plaie après parement et on établit une proportion entre celle-ci et la circonférence du tronc. Les blessures en largeur ne se referment que très lentement voire jamais. Elles sont souvent le siège de foyers d'infections et diminuent la force de résistance de l'arbre, sa vie et sa valeur.

On ne tient pas compte de la dimension de la blessure dans le sens de la hauteur, cette donnée ayant peu d'incidence sur la guérison de la plaie et la croissance future de l'arbre.

Par contre si l'écorce est arrachée ou décollée sur 50 % et plus de la circonférence du tronc, l'arbre est considéré comme perdu. C'est alors la valeur d'agrément globale de l'arbre qui est demandée à titre d'indemnisation.

Lésion en % de la circonférence du tronc	Indemnité en % de la valeur d'agrément de l'arbre
jusqu'à 20 %	20 %
21 à 25 %	25 %
26 à 30 %	35 %
31 à 35 %	50 %
36 à 40 %	70 %
41 à 49 %	90 %
50 % et plus	100 %

2. Branches cassées, arrachées ou brûlées

Pour évaluer l'étendue des dommages causés à la ramure d'un arbre, on tient compte du volume initial de la ramure avant la mutilation. L'indemnité est calculée selon le barème proportionnel du tableau ci-dessous.

Si l'on peut encore procéder à une taille générale de la ramure pour la rééquilibrer, le pourcentage de dommage est fonction de cette réduction et non des seules branches cassées.

Si la moitié des branches est cassée ou supprimée, si une ou plusieurs charpentières ont été mutilées au point de détruire la symétrie de l'arbre, si la flèche d'un conifère a été détruite, le sujet est considéré comme perdu. C'est alors la valeur d'agrément globale de l'arbre qui est demandée à titre d'indemnisation.

Si la branche est arrachée au ras du tronc, c'est le calcul précédent sur tronc blessé qui s'applique.

BL
ac
M



Mutilation de la ramure en % du volume initial	Indemnité en % de la valeur d'agrément de l'arbre
jusqu'à 20 %	20 %
21 à 25 %	25 %
26 à 30 %	35 %
31 à 35 %	50 %
36 à 40 %	70 %
41 à 49 %	90 %
50 % et plus	100 %

IV. Cas particulier des arbres d'orangerie cultivés en caisse

Le Jardin du Luxembourg est le dépositaire d'un patrimoine végétal unique constitué de près de 200 arbres d'orangerie cultivés en caisse, dont certains ont plusieurs siècles d'existence.

Abrités dans l'orangerie du jardin de début octobre à début mai, ils agrémentent le reste de l'année les grands parterres à la française. Ils peuvent aussi parfois être utilisés à titre exceptionnel à des fins de décoration dans des manifestations autorisées par le Sénat dans l'orangerie pendant la belle saison.

Que ce soit dans le jardin ou dans l'orangerie, ces plantes en caisse sont donc susceptibles d'être endommagées lors du passage d'engins de chantier, de véhicules de livraison ou lors de montage d'expositions.

Par analogie avec le barème d'indemnisation en cas de dégâts causés aux arbres du Jardin du Luxembourg, un barème d'indemnisation spécifique a été mis au point. Il est établi à partir de l'estimation de la valeur d'agrément de l'arbre en caisse, calculée en prenant en compte quatre critères déterminés par les indices suivants :

1. indice selon l'espèce et la variété
2. indice selon la valeur esthétique
3. indice selon l'état sanitaire et la vigueur
4. indice selon la taille de la caisse dans laquelle est cultivé l'arbre

La valeur d'agrément de l'arbre d'orangerie se calcule en faisant le produit de ces quatre indices.

Si l'arbre en caisse est détruit, ou considéré comme condamné, c'est cette valeur d'agrément qui sera demandée à titre d'indemnisation. Elle inclut les frais de remplacement et de replantation de l'arbre et les indemnités pour dépréciation esthétique du Jardin du Luxembourg. Elle n'inclut pas le prix de la caisse (qui sera facturée en supplément) dans le cas où cette dernière a également été endommagée.

GL
ac
J



Si l'arbre en caisse est seulement endommagé, la valeur d'agrément sert de base au calcul de l'indemnisation qui sera demandée en fonction des dégâts constatés.

V. Estimation de la valeur d'agrément des arbres d'orangerie

1. Indice selon l'espèce et la variété

L'indice correspond au prix en € TTC (valeur 2005) d'un arbre de même espèce. Certains arbres rares n'étant pas commercialisés, il s'agit d'une valeur estimée.

Citrus (toutes espèces) Olmediella Cinnamomum	150
Grenadier à fleurs doubles	100
Palmier (toutes espèces) Olivier	80
Laurier-rose	50

2. Indice selon la valeur esthétique

Esthétique	Valeur de l'indice
Sujet très beau à beau, de forme libre ou en taille architecturée	4
Sujet en taille architecturée de qualité esthétique moyenne	3
Sujet de forme libre, de qualité esthétique moyenne	2
Sujet de forme libre sans réelle valeur esthétique	1

3. Indice selon l'état sanitaire et la vigueur de l'arbre

État sanitaire	Vigoureux	Vigueur moyenne	Peu vigoureux
Bon	3	2	1
Moyen	2	1,5	1

Gl

ac
u



4. Indice selon la taille de la caisse

Taille de la caisse \ Espèce	Citrus Grenadier Olmediella Cinnamomum	Olivier Palmier Laurier-rose
Caisse de 115 à 135 cm de côté	50	20
Caisse de 60 à 110 cm de côté	25	10

VI. Estimation des dégâts causés aux arbres d'orangerie

Les dégâts sont estimés par rapport à la valeur d'agrément de l'arbre d'orangerie, calculée comme indiqué précédemment.

1. Troncs blessés, écorce arrachée ou décollée (cas des arbres présentant un tronc)

On mesure la largeur de la plaie après parement et on établit une proportion entre celle-ci et la circonférence du tronc. Les blessures en largeur ne se referment que très lentement, voire jamais. Elles sont souvent le siège de foyers d'infections et diminuent la force de résistance de l'arbre, sa vie et sa valeur.

On ne tient pas compte de la dimension de la blessure dans le sens de la hauteur, cette donnée ayant peu d'incidence sur la guérison de la plaie et la croissance future de l'arbre.

Par contre si l'écorce est arrachée ou décollée sur 50% et plus de la circonférence du tronc, l'arbre est considéré comme perdu. C'est alors la valeur d'agrément globale de l'arbre qui est demandée à titre d'indemnisation.

Lésion en % de la circonférence du tronc	Indemnité en % de la valeur d'agrément de l'arbre
jusqu'à 20%	20 %
21 à 25 %	25 %
26 à 30 %	35 %
31 à 35 %	50 %
36 à 40 %	70 %
41 à 49 %	90 %
50 % et plus	100 %

66
a
u



2. Branches cassées, arrachées ou brûlées

Pour évaluer l'étendue des dommages causés à la ramure de l'arbre en caisse, on tient compte du volume initial de la ramure avant la mutilation. L'indemnité est calculée selon le barème proportionnel du tableau ci-dessous.

Si l'on peut encore procéder à une taille générale de la ramure pour la rééquilibrer, le pourcentage de dommage est fonction de cette réduction et non des seules branches cassées.

Si la moitié des branches est cassée ou supprimée, si une ou plusieurs charpentières ont été mutilées au point de détruire la symétrie de l'arbre, le sujet est considéré comme perdu. C'est alors la valeur d'agrément globale de l'arbre qui est demandée à titre d'indemnisation.

Si la branche est arrachée au ras du tronc, c'est le calcul précédent sur tronc blessé qui s'applique.

Mutilation de la ramure en % du volume initial	Indemnité en % de la valeur d'agrément de l'arbre
jusqu'à 20 %	20 %
21 à 25 %	25 %
26 à 30 %	35 %
31 à 35 %	50 %
36 à 40 %	70 %
41 à 49 %	90 %
50 % et plus	100 %

VII. Exemples de calcul de valeur d'agrément d'arbres d'orangerie (Valeur 2005)

1. Oranger tridentaire, cultivé en caisse de 130 cm

- valeur forfaitaire d'un Citrus : 150 €
- très beau sujet en taille architecturée : indice 4
- bon état sanitaire, sujet vigoureux : indice 3
- citrus cultivé en caisse de 130 cm : indice 50

Valeur d'agrément : $150 \times 4 \times 3 \times 50 = 90\,000$ €

2. Palmier au pourtour du Grand Bassin

- valeur forfaitaire d'un palmier : 80 €
- très beau sujet de forme libre : indice 4
- état sanitaire moyen, sujet vigoureux : indice 2
- palmier cultivé en caisse de 135 cm : indice 20

Valeur d'agrément : $80 \times 4 \times 2 \times 20 = 12\,800$ €

GL

oc
ur